

CULTURE | CHRONIQUE

PAR MICHEL GUERRIN

Les quotas de la discorde

Partout sur la planète les débats s'accroissent sur la place des femmes dans la culture. La question agite le Festival de Cannes, qui vient de démarrer, avec Cate Blanchett en présidente du jury, mais dont la compétition se jouera entre 21 films dont seulement trois sont l'œuvre de réalisatrices. Dans un tout autre registre, et pour cerner l'ampleur du problème, la soprano Julie Fuchs a fait savoir, fin avril, qu'elle était écartée d'une *Flûte enchantée* de Mozart à l'opéra de Hambourg, parce qu'elle était enceinte de quatre mois. Comme si être enceinte était une maladie.

Bref, la révolution de la parité est lente. Pour accélérer le mouvement, loin des paillettes cannoises, un musée américain, celui de Baltimore (Maryland), vient de prendre une décision radicale : vendre quelques tableaux de monstres sacrés de l'art pour acheter des artistes sous-représentés dans ses collections. A savoir des femmes et des Noirs. Seront vendus sept tableaux, notamment des maîtres du pop art Andy Warhol et Robert Rauschenberg. Douze à 15 millions de dollars (10 à 12,5 millions d'euros) sont espérés afin d'acquérir, par exemple, des œuvres de l'artiste Amy Sherald, 44 ans. Une femme noire.

Le patron du musée de Baltimore, Christopher Bedford, étoile montante et responsable du pavillon américain à la Biennale de Venise 2017, a demandé à une femme de mener l'opération, Kristen Hileman. M. Bedford parle d'une stratégie « transformative », mais surtout il entend, et vite, « réécrire les canons de l'art d'après-guerre ». Ce qui veut dire : je n'achète pas des œuvres de femmes et de Noirs pour être correct ou dans l'air du temps, mais parce que ces deux « communautés » ont été injustement traitées par

les décideurs machos qui ont privilégié des artistes hommes et blancs. Les musées américains ont le droit de vendre pour acheter mieux. Mais ils se séparent rarement d'œuvres jugées majeures ou prestigieuses. Aussi l'annonce de Baltimore a-t-elle été critiquée. C'est comme vendre les bijoux de famille. « Oui, c'est inhabituel », a commenté M. Bedford.

Baltimore est également exemplaire de ces musées nord-américains, Canada compris, dont la programmation fait écho au paysage local et aux bouleversements sociétaux mondiaux. C'est une ville noire à 64 % et M. Bedford en tient compte, répétant qu'un musée doit être « entièrement et fermement local, mais [que son] ambition doit être résolument internationale ». Impossible pour un musée français de faire de même, à cause d'une loi d'airain, celle de l'inaliénabilité des œuvres d'art – les musées ne peuvent pas vendre d'œuvres de leurs collections.

Mais la France a un autre levier pour accélérer la parité hommes-femmes dans la culture : les quotas. Le sujet est brûlant, où s'affrontent les pour et les contre. En fait, pour l'instant, on entend surtout les « pro-quotas » – dans le climat post-Weinstein, dire qu'on est contre, c'est être macho. Ce climat a du bon. Les deux premiers rapports sur la place des femmes dans la culture, en 2006 et 2009, révélaient des chiffres désastreux,

L'ARME PRINCIPALE DE LA MINISTRE DE LA CULTURE EST L'ARGENT DEUX RAPPORTS SUR LA PLACE DES FEMMES

DANS LA CULTURE, EN 2006 ET 2009, N'AVAIENT PROVOQUÉ QUE MOQUERIE OU INDIFFÉRENCE

pires que dans la politique ou l'entreprise, mais ils n'avaient provoqué que moquerie ou indifférence. Et quand, en 2013, la ministre de la culture, Aurélie Filippetti, prônait juste un « volontarisme » pour avoir des femmes à la tête de lieux culturels, tout le monde ou presque lui est tombé dessus.

C'est dire si les mentalités changent vite. Du moins publiquement. Quand la ministre Françoise Nyssen dit que le combat pour la parité est une priorité, personne ou presque ne la raille. Son arme principale est l'argent. Beaucoup attendent de l'Etat qu'il en donne autant aux créatrices qu'aux créateurs – on en est très loin – et qu'il en retire aux lieux culturels qui ne respectent pas la parité dans leur programmation, les salaires, etc.

Des débats tendus

L'argent était au cœur d'une tribune publiée dans *Le Monde* daté du 2 mars, qui a fait beaucoup de bruit, signée par Juliette Binoche, Catherine Jacob, Agnès Jaoui, Anna Mouglalis, Coline Serreau ou Charles Berling. Les signataires pointaient le faible nombre de films réalisés par des femmes (moins d'un sur quatre) et demandaient que 50 % des subventions à des films aillent à des réalisatrices. Le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes a publié vingt propositions pour la culture qui vont dans ce sens.

Plus facile à dire qu'à faire. Car les quotas font grincer des dents,

et il est à parier que, dans les mois qui viennent, quand des mesures concrètes seront sur la table, loin des micros, les débats seront tendus. Déjà la plupart des artistes femmes, notamment les plus reconnues, n'ont pas signé la tribune du *Monde*, estimant que les quotas victimisent les femmes et soulèvent le doute sur leur légitimité et leur compétence. Ainsi Carole Bouquet a déclaré, le 4 mars sur France 2, que le seul combat à mener était celui de l'égalité des cachets (un écart de 42 %). Le délégué général du Festival de Cannes, Thierry Frémaux, a ajouté que les films doivent être sélectionnés « en fonction de leurs qualités propres », écartant de ce fait toute mesure de discrimination positive. Nombre de décideurs culturels vont dans le même sens : soyons attentifs à la parité, mais aidons les meilleurs, qu'ils soient hommes ou femmes, sinon nous allons vers des désillusions.

Autant dire que les décisions que prendra Françoise Nyssen dans les mois qui viennent seront scrutées à la loupe. Va-t-elle nommer nombre de femmes à des postes-clés – 75 % des établissements culturels sont dirigés par des hommes ? Elle a déjà envoyé des signes, s'est dite « favorable » à la parité des subventions pour le cinéma. A Cannes, le 13 mai, elle bûchera avec son homologue suédoise, dont le pays a instauré des quotas pour aller vers l'égalité dans la culture. Elle organisera en juin des assises sur l'égalité dans le cinéma. « Nous avons trop attendu. Nous ne pouvons plus attendre », a-t-elle confié. ■

guerrin@lemonde.fr